



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 13/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRI NEGOCE

Impasse des Jasnières
72340 La Chartre-Sur-Le-Loir

Références : VAT20250439
Code AIOT : 0010003945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement AGRI NEGOCE implanté 49, rue de Touraine 41190 Herbault. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRI NEGOCE
- 49, rue de Touraine 41190 Herbault
- Code AIOT : 0010003945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRI NEGOCE exploite sur son site de Herbault des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation pour la rubrique 2160 notamment.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations électriques_PdC1_VI_14/03/2025	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois
5	Maintien du silo A_PdC3_VI_14/03/2025	Arrêté Préfectoral du 30/03/2001, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Travaux_PdC12_VI_14/03/2025	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Formation du personnel_PdC14_VI_14/03/2025	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Surveillance fin de travaux_PdC15_VI_14/03/2025	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Mesures organisationnelles_PdC17_VI_14/03/2025	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Mise en marche des séchoirs_PdC18_VI_14/03/2025	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Equipements de sécurité_PdC20_VI_14/03/2025	AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Nettoyage des silos_PdC24_VI_14/03/2025	AP Complémentaire du 19/11/2007, article 3.14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux_PdC12_VI_14/03/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/03/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>

Constats :

Constat du 14 mars 2025 :

Le contrôle par sondage du 14 mars 2025 avait porté sur le permis feu délivré le 12 février 2025, pour des travaux de soudage et meulage au niveau de la chambre à poussières, réalisés en interne.

Non-conformité associée au PdC n°12 : Le permis feu délivré le 12 février 2025 pour des travaux de soudage et meulage au niveau de la chambre à poussières ne fait pas mention des mesures de prévention et de protection à adopter, en regard de la présence de poussières organiques, ni de la mise à l'arrêt et de la consignation des installations afin de s'assurer de l'absence de production de poussières durant l'opération de maintenance.

Dans sa réponse du 6 juillet 2025, l'exploitant a déclaré avoir immédiatement rappelé aux personnes concernées du site de Herbault les procédures et consignes en vigueur.

Les personnels, dont notamment le responsable de site, ont été formés le 9 avril 2025 par l'animatrice sécurité régionale au rôle du donneur d'ordre et à la réalisation du permis feu/ plan de prévention/autorisation de travaux.

Constat du 8 octobre 2025 :

À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté le permis feu délivré le 8 septembre 2025 au profit de la SARL MEP, pour une intervention sur le séchoir.

La consultation de ce permis n'appelle pas d'observation.

D'autre part, un plan de prévention a été délivré, par l'exploitant, au profit de la SARL MEP, pour toute intervention au titre de l'année 2025, dans l'ensemble des installations du Groupe Coopératif AXEREAL.

La non-conformité associée au point de contrôle n°12 de la visite d'inspection du 14 mars 2025 est soldée.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation du personnel_PdC14_VI_14/03/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Risques accidentels, Formation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

<p>Constats :</p> <p>Constats</p> <p><u>Constat du 14 mars 2025 :</u></p> <p>Non-conformité associée au PdC n°14 : Le responsable du site n'a pas suivi la formation interne relative à l'établissement des permis de feu diffusée in-situ le 5 août 2024, auprès de l'ensemble des personnels du site.</p> <p>Dans sa réponse du 6 juillet 2025, l'exploitant a déclaré avoir formées les personnels du site de Herbault en interne, par l'animatrice sécurité région, au rôle du donneur d'ordre et à la réalisation du permis feu/ plan de prévention/autorisation de travaux.</p> <p><u>Constat du 8 octobre 2025 :</u></p> <p>La présentation de la feuille d'émargement jointe à la réponse du 6 juillet 2025 atteste de la mise en œuvre effective de cette formation en date du 9 avril 2025, à l'attention notamment du responsable du site.</p> <p>La consultation du plan de prévention délivré, pour l'année 2025 par l'exploitant, au profit de la SARL MEP n'appelle pas d'observation.</p> <p>À noter, pour toutes interventions au titre de l'année 2025, l'opérateur de la société MEP a suivi une journée d'information en ligne le 25 mars 2025, afin de connaître notamment les risques présentés par les installations exploitées par le Groupe Coopératif AXEREAL.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°14 de la visite d'inspection du 14 mars 2025 est soldée.</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance fin de travaux_PdC15_VI_14/03/2025

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fin de travaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 14 mars 2025 :</u></p> <p>Non-conformité associée au PdC n°15 : Le permis feu délivré le 12 février 2025 pour des travaux de soudage et meulage au niveau de la chambre à poussières ne fait pas état d'une vérification à l'issue des travaux.</p> <p>Dans sa réponse du 6 juillet 2025, l'exploitant a déclaré avoir immédiatement rappelé aux</p>

personnes concernées du site de Herbault les procédures et consignes en vigueur. Les personnes ont été formées en interne, par l'animatrice sécurité région, au rôle du donneur d'ordre et à l'établissement du permis feu/ plan de prévention/autorisation de travaux. Une copie de la feuille d'émargement jointe à cette réponse atteste de la mise en œuvre effective de cette formation, à l'attention de notamment le responsable du site, en date du 9 avril 2025.

Constat du 8 octobre 2025 :

À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté le permis feu délivré le 3 juillet 2025 au profit du service de maintenance de la société AGRI Négoce, pour une intervention sur le silo B (Transporteur à chaîne d'ensilage du silo B).

Une ronde a été réalisée 2 heures après la fin des travaux. La consultation de ce permis n'appelle pas d'observation.

Pas de non-respect constaté.

La non-conformité associée au point de contrôle n°15 de la visite d'inspection du 14 mars 2025 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques_PdC1_VI_14/03/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2025

Prescription contrôlée :

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relatives aux locaux à risque d'incendie.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre « D » concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat du 8 décembre 2022 :

Les écarts observés par DEKRA et notifiés à l'exploitant au travers des rapports référencés n°126862982101R004 et n°126862982101R001, ne sont pas levés.

Les rapports Q18 DEKRA du 10/12/2021 n°126862982101D001 et n°126862982101D003 concluent que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Dans ce contexte, la non-conformité associée au Point de Contrôle n°5 suivante a été formulée à la suite de l'inspection du 8 décembre 2022 : **Aucune mesure n'a été adoptée pour lever les écarts observés par l'organisme de contrôle, suite à la vérification du 10/12/2021 des installations électriques.**

En réponse au constat rappelé ci-avant, par courrier du 21 mars 2023, l'exploitant a déclaré :

- avoir sollicité son prestataire pour obtenir le devis afin de lever les non-conformités électriques,
- dans le rapport qu'il a reçu, il manquait des observations à corriger. À ce titre, il a relancé son prestataire pour obtenir un chiffrage complet et a reçu le devis du 17 mars 2023 joint à son courrier du 21 mars 2023.

Il a également déclaré que la commande en lien avec le devis précité était en cours de rédaction.

Enfin, il s'est engagé à adresser à l'inspection, par courriel, la preuve de levée des non-conformités.

Ces éléments n'ont pas été communiqués à l'inspection.

Constat du 14 mars 2025 :

En l'absence de transmission des justificatifs permettant de lever les écarts observés par DEKRA et notifiés à l'exploitant au travers des rapports référencés n°126862982101D001 et n°126862982101D003,

au titre de l'année 2021, l'exploitant a présenté les rapports référencés n°126862982301R001, n°126862982301R002 et n°126862982301R003 relatifs à la vérification des installations électriques réalisée au titre de l'année 2024, par DEKRA.

Ces documents, annotés pour enregistrer les dates des interventions réalisées en interne et par la société INEO, constituent le suivi formalisé mis en place par l'exploitant afin de justifier de la levée des écarts notifiés par DEKRA dans le cadre de la vérification des installations électriques de son site de Herbault. Suivant les annotations précitées, l'ensemble des anomalies présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion notifiés par DEKRA en 2024 a été traité en janvier 2024 et le 4 juin 2024.

L'exploitant a également présenté les rapports référencés n°126862982401R004 et n°126862982401R001 relatifs respectivement à la vérification réalisée par DEKRA, du 25 au 29 novembre 2024, au titre de la réglementation applicable aux installations classées sous la rubrique 2160 et le Q18. Les écarts observés par DEKRA et notifiés à l'exploitant au travers des rapports précités ne sont pas levés. À noter, le rapport DEKRA Q18 du 3 mars 2025 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Un devis référencé : ACN7LB001029, établi le 10 mars 2025 par la société INEO, fait état des

mesures envisagées pour lever certains des écarts précités. Cette proposition concerne les remises en conformités électriques pour donner suite aux rapports de DEKRA n°1268629824001, n°1268629824002 et n°1268629824003, sans toutefois traiter l'ensemble des écarts visés par le rapport référencé n°126862982401R004.

La visite in-situ a permis de constater un défaut d'étanchéité au niveau d'une entrée de câble d'alimentation électrique au RDC du silo F.

Dans ce contexte, la non-conformité associée au PdC n°5 de l'inspection du 8 décembre 2022 est reconduite, avec le libellé suivant : **Le rapport Q18 DEKRA du 3 mars 2025 n°126862982401R001 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Les écarts observés par DEKRA et notifiés à l'exploitant au travers des rapports DEKRA n°1268629824001, n°1268629824002, n°1268629824003 et n°126862982401R004 ne sont pas levés.**

Dans sa réponse du 6 juillet 2025, l'exploitant a indiqué avoir passé une commande auprès d'INEO pour lever les dernières non-conformités. Une copie de la commande était jointe à cette réponse. Par ailleurs, il a déclaré :

- être en attente du rapport relatif à la vérification complémentaire des installations électriques de son site ;
- que les travaux ont été réalisés avant la moisson.

Certains travaux électriques pour lever les défauts observés lors de la visite d'inspection ont été réalisés comme l'atteste les photos jointes à la réponse précitée du 6 juillet 2025.

Dans sa réponse complémentaire du 16 septembre 2025, l'exploitant a adressé à l'inspection le suivi formalisé mis en œuvre afin de justifier de la levée des observations émises par l'organisme de contrôle de ses installations électriques.

Constat du 8 octobre 2025 :

À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté :

- le rapport DEKRA n° 1268629824001 du 3 mars 2025 annoté afin de consigner les interventions des sociétés INEO et APRIMELEC, respectivement le 25 avril 2025 et du 16 au 18 juin 2025, pour lever les observations émises par DEKRA. **Les observations relatives à la conformité CE et/ou le niveau de protection vis-à-vis du risque « ATEX » présenté par les sondes de niveau des silos A, B, C, D et E ne sont pas traités ;**
- le rapport DEKRA n° 1268629824002 du 3 mars 2025 annoté afin de consigner les interventions de la société INEO en date du 25 avril 2025, pour lever les observations émises par DEKRA ;
- le rapport DEKRA n° 1268629824003 du 3 mars 2025 annoté afin de consigner les interventions de la société INEO en date du 25 avril 2025, pour lever les observations émises par DEKRA ;
- le rapport DEKRA n° 126862982401R004 du 3 mars 2025 établi au titre du Code de l'environnement. Ce rapport reprend les écarts notifiés dans les rapports précités pour les installations relevant de la rubrique 2160. **Les observations relatives à la conformité CE et/ou le niveau de protection vis-à-vis du risque « ATEX » présenté par les sondes de niveau des silos A, B, C, D et E ne sont pas traités.**

La visite in-situ n'appelle pas d'observations complémentaires. Le défaut d'étanchéité au niveau d'une entrée de câble d'alimentation électrique observé le 14 mars 2025 a été traité.

Dans ce contexte, la non-conformité associée au PdC n°1 de la visite d'inspection du 14 mars 2025 n'est pas totalement soldée. Cette dernière est reconduite avec le libellé suivant : **l'exploitant ne dispose pas des certificats de conformité CE et/ou n'a pas statué sur le niveau de protection vis-à-vis du risque « ATEX » présenté par les sondes de niveau des silos A, B, C, D et E.**

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas satisfait à l'ensemble des dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté

préfectoral de mise en demeure du 28 avril 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Maintien du silo A_PdC3_VI_14/03/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2001, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025
Prescription contrôlée : Les installations sont implantées et exploitées conformément au dossier accompagnant la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification des installations ou de leur mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du préfet, avant leur réalisation. Les cellules C1, C2, C5, C6 et E1 à E7 ne sont pas exploitées pour des activités relevant de la rubrique 2160. Les cellules C1 et C6 sont démantelées. Les cellules C2 et C5 sont soit totalement isolées physiquement des cellules exploitées en prévision d'une éventuelle remise en service ultérieure, soit démantelées. Vérification du démantèlement ou de l'isolation physique des cellules du silo A dont l'exploitation aux fins de stockage est interdite.
Constats : Constat du 8 décembre 2022 : Il a été constaté la mise en place de grilles ouvertes sur l'extérieur, en partie basse des cellules dont l'exploitation est interdite. Cette mesure limite la possibilité physique de stocker du grain dans ces dernières, mais elle favorise aussi leur ventilation ainsi que le brassage de poussières. Les cellules du silo A dont l'exploitation aux fins de stockage de céréales est interdite ne sont ni démantelées, ni physiquement isolées des cellules en exploitation. Les boisseaux Z7 et 8 implantés à l'extrémité du silo A (en limite de propriété) et la manutention associée sont exploités. Un transporteur à chaîne traverse le ciel des cellules dont l'exploitation est interdite. La non-conformité associée au Point de Contrôle n°1 suivante a été formulée à la suite de

l'inspection du 8 décembre 2022 : **En l'absence de demande de modification des prescriptions en vigueur, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001, puisqu'il n'a pas démantelé les cellules C1, C2, C5 et C6 du silo A.**

En réponse au constat rappelé ci-avant, par courrier du 21 mars 2023, l'exploitant a sollicité, auprès de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher, un aménagement des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001.

À cette demande, il a joint le complément à son étude de dangers relatif à l'étude des découplages et des scénarii d'explosion résiduels réalisé en novembre 2019, en réponse à l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 41-2019-05-16-001 du 16 mai 2019.

Constat du 14 mars 2025 :

Comme mentionné supra, la mise en place de grilles ouvertes sur l'extérieur, en partie basse des cellules dont l'exploitation est interdite, limite la possibilité physique de stocker du grain dans ces dernières.

L'isolement des cellules C7 et C8 vis-à-vis des cellules C1, C2, C5, C6 du silo A est assuré par un cantonnement de poussière. La visite in-situ de la galerie sur cellules du silo A a permis de constater que ce cantonnement de poussière n'est pas correctement assuré puisque la partie supérieure de ce cantonnement réalisé par une bâche n'est pas étanche ; un passage d'environ 30 cm est laissé libre.

Il a été observé un transfert des poussières en présence excessive dans le ciel des cellules C7 et C8 du silo A, vers les cellules C1, C2, C5, C6 de ce même silo, en parties basses, comme au niveau de la charpente et la couverture. La présence de céréales liée à une fuite au niveau du transporteur qui alimente les boisseaux Z 7 et 8 a également été observée. D'autre part, aucune opération de nettoyage n'est réalisée dans la partie du silo A dont l'exploitation est interdite.

Dans ce contexte, la non-conformité associée au PdC n°1 de l'inspection du 8 décembre 2022 est reconduite, avec le libellé suivant : **Les cellules C1, C2, C5, C6 du silo A ne sont pas correctement isolées des cellules C7 et C8. Il a été constaté une présence excessive de poussières en ciel des cellules C7 et C8 qui se propage dans le ciel des cellules et en pied des cellules C1, C2, C5, C6. En l'absence d'adoption de mesures compensatoires complémentaires, il ne sera pas donné une suite favorable à la demande d'aménagement des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001 sollicitée par courrier du 21 mars 2023.**

Dans sa réponse du 6 juillet 2025, l'exploitant a déclaré :

- avoir fait réaliser une étude et des devis auprès de plusieurs sociétés afin d'isoler les cellules C1, C2, C5, C6 du silo A, d'une part, et les cellules C7 et C8, d'autre part ;
- avoir travaillé avec la société RITP qui a posé une bavette étanche entre les cellules, et également effectué le nettoyage, Cf photos en pièces jointes à son courrier. Le PV de réception du chantier, le devis, la commande ainsi que des photographies relatives à sa réalisation, et la facture.

Constat du 8 octobre 2025 :

La visite in-situ a permis de constater :

- le renforcement du cantonnement de poussière implanté dans le volume ciel de cellules du silo A, afin d'isoler les cellules C7 et C8 vis-à-vis des cellules C1, C2, C5, C6 ;
- l'absence de poussière au niveau du ciel des cellules C7 et C8, ainsi qu'au niveau du ciel des cellules C1, C2, C5, C6 du silo A.

Ces mesures compensatoires complémentaires adoptées par l'exploitant pour répondre aux observations émises dans le cadre de la demande d'aménagement des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001, et aux constats associés au PdC n°3 de la visite d'inspection du 14 mars 2025, permettent de répondre favorablement à la demande du 21 mars

<p>2023 de l'exploitant.</p> <p>Toutefois, il a été constaté une présence excessive de poussières au niveau du fond des cellules C1, C2, C5 et C6 non exploitées.</p> <p>Dans ce cadre, la non-conformité associée au PdC n°3 n'est pas totalement soldée.</p> <p>Pour mémoire, l'article 3.14 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2017, repris à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 avril 2025 impose, concernant le silo A, impose l'adoption de mesures, tels que des nettoyages réguliers, afin d'éviter l'aggravation d'un accident par la mise en suspension des poussières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°5.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Mesures organisationnelles_PdC17_VI_14/03/2025

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage avant séchage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir.</p> <p>Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminés par un émotteur - épurateur et, si nécessaire, par un nettoyeur - séparateur d'une capacité de traitement adaptée à la capacité de séchage.</p> <p>Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans le séchoir.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 14 mars 2025 :</p> <p>Interviewé sur les mesures adoptées sur le site de Herbault, l'exploitant a déclaré qu'il ne procède pas, préalablement au séchage des grains, à un nettoyage afin d'éliminer les rafles, feuilles, débris, végétaux, via un émotteur - épurateur.</p> <p>Aucune opération de nettoyage n'est réalisée avant le séchage des grains.</p> <p>Dans sa réponse du 6 juillet 2025, l'exploitant a déclaré qu'un rappel a été fait aux équipes du silo de la consigne CE101 « nettoyage des silos ». Le nettoyage complet a été réalisé comme l'atteste les photographies (Cf dossier cellule) en juin avec le prestataire RITP et le personnel a notifié dans</p>

<p>un carnet de suivi. Lors des visites de sécurité du mois de mai, le registre a été vérifié et sera vérifié sur les prochaines visites.</p> <p>Les éléments de réponse apportés par l'exploitant ne traitent pas des mesures adoptées sur le site Agri Négoce de Herbault concernant les opérations préalables au séchage des grains, notamment le nettoyage visant à éliminer les rafles, feuilles, débris, végétaux, via un émotteur - épurateur.</p> <p>Suite au maintien de la non-conformité, par courrier du 16 septembre 2025, l'exploitant a déclaré :</p> <p><i>« Nous avons entamé une réflexion afin d'homogénéiser les pratiques sur ce sujet. Ce travail nécessite du temps, notamment pour rédiger une consigne claire et adaptée, qui reflète les bonnes pratiques à adopter. Nous veillons à ce que cette consigne soit pertinente, applicable et partagée à l'ensemble des parties concernées une fois finalisée. »</i></p> <p>Constat du 8 octobre 2025 :</p> <p>Interviewé sur les mesures adoptées pour répondre au constat relatif à l'absence de nettoyage des produits à sécher avant leur séchage, l'exploitant a indiqué avoir modifié les consignes en vigueur sur son site AGRI Négoce de Herbault.</p> <p>Ainsi, en fonction du taux d'impuretés mesuré à réception, les produits à sécher font l'objet d'un pré nettoyage (passage dans un émotteur) dès lors que ce taux excède 4 %.</p> <p>Au cours de la visite in-situ, l'exploitant a présenté les circuits nécessaires à la mise en œuvre de cette mesure.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°17 de la visite d'inspection du 14 mars 2025 est soldée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mise en marche des séchoirs_PdC18_VI_14/03/2025

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des séchoirs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en route des séchoirs, il doit être procédé à un nettoyage soigné des colonnes sèches et de leurs accessoires (systèmes de dépoussiérages, parois chaudes ...).</p> <p>Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher.</p> <p>Les colonnes de séchage sont totalement vidangées après tout arrêt supérieur à 12 h.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 14 mars 2025 :</p> <p>Le registre de suivi du nettoyage des installations fait état d'une opération de nettoyage :</p>

- intérieur du séchoir en date du 27 mai 2024 ;
- intérieur et extérieur du séchoir et des trois cellules de grains humides les 8, 12 et 13 novembre 2024.

Les éventuelles opérations de nettoyage réalisées durant la campagne de séchage ne sont pas enregistrées.

Dans sa réponse du 6 juillet 2025, l'exploitant a déclaré qu'un rappel a été fait aux équipes du silo de la consigne CE101 « nettoyage des silos ». Le nettoyage complet a été réalisé et le personnel a notifié ce nettoyage dans un carnet de suivi. Lors des visites de sécurité du mois de mai, le registre a été vérifié et sera vérifié sur les prochaines visites.

Constat du 8 octobre 2025 :

Les opérations de nettoyage du séchoir sont désormais enregistrées sur un registre de suivi du séchage. Un nettoyage complet a été réalisé le 22 septembre 2025, avant le démarrage de la campagne d'automne 2025.

Les dernières opérations de nettoyage concernant le séchoir SOCOA ont été réalisées le 6 octobre 2025.

La consultation du carnet de suivi n'appelle pas d'observation.

Pas de non-respect constaté.

La non-conformité associée au point de contrôle n°18 de la visite d'inspection du 14 mars 2025 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Equipements de sécurité_PdC20_VI_14/03/2025

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2007, article 4.6

Thème(s) : Risques accidentels, Température air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2025

Prescription contrôlée :

Les séchoirs sont munis d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits.

Le contrôle doit porter au minimum sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sècheuse et dans la colonne).

Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie une alarme sonore doit se déclencher.

La température des produits en cours de séchage est contrôlée périodiquement et toute élévation anormale de celle-ci devra être signalée au tableau de commande.

Constats :

Constat du 14 mars 2025 :

La détection d'une montée en température anormale dans la masse de grains en cours de

séchage est réalisée au moyen de 7 sondes de températures placées dans les caissons de sortie d'air usé.

Ces sondes ne sont pas associées à des seuils d'alarme commandant une alerte (1^{er} seuil d'alarme) et l'arrêt du séchoir (2^{ème} seuil d'alarme) : arrêt des brûleurs, des ventilateurs, fermeture des volets.

Elles ne sont pas réparties et disposées en quantité suffisante (2 sondes pour 15 m² environ de surface verticale de la colonne de séchage du séchoir SOCOA).

Pour mémoire, le guide de l'état de l'art préconise 1 sonde pour 4 m² de surface verticale de la colonne sécheuse.

Le défaut de fonctionnement d'une sonde entraîne la mise à l'arrêt du brûleur.

Les dysfonctionnements sont signalés par une alarme visuelle (voyant rouge) au tableau de commande de l'installation. L'alarme sonore au poste de commande n'est pas associée aux dysfonctionnements précités. Sans présence permanente au poste, cette configuration n'est pas acceptable.

Le séchoir SOCOA ne comporte que 2 sondes pour 15 m² environ de surface verticale de sa colonne sécheuse. Le déclenchement de l'alarme sonore n'est pas associée à une montée en température anormale dans la masse de grains, en cours de séchage.

Dans sa réponse du 6 juillet 2025, l'exploitant a déclaré qu'une étude est en cours, et a demandé un délai jusqu'au 15 septembre afin d'apporter une solution technique et réaliser les travaux avant le démarrage des séchoirs.

Dans sa réponse complémentaire du 16 septembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection que le séchoir est équipé, depuis 8 septembre 2025, de dispositifs permettant le contrôle de la température de l'air à deux points distincts :

- en amont de l'entrée d'air dans la colonne sécheuse,
- et à l'intérieur de la colonne.

Ces données seront affichées en temps réel sur le tableau de commande.

En cas d'écart ou d'anomalie, une alarme sonore est automatiquement déclenchée afin d'alerter les opérateurs.

Par ailleurs, la température des produits en cours de séchage fait l'objet d'un contrôle périodique. Toute élévation anormale est immédiatement signalée sur le tableau de commande, conformément aux procédures en vigueur.

Selon l'exploitant, le séchoir a été testé à vide, en date du 16 septembre 2025, afin de vérifier le bon fonctionnement des sondes et du système de report. Ces essais ont permis de confirmer l'efficacité des dispositifs de contrôle. Par la suite, un test en charge a été réalisé, et les résultats se sont révélés concluants. En conséquence, le séchoir est désormais remis en route pour une utilisation opérationnelle.

Les photographies annexées à cette transmission présentent les témoins mis en place.

Constat du 8 octobre 2025 :

Le 8 octobre, le séchoir SOCOA fonctionnait. Aussi, il n'a pas été possible de procéder à des tests et à la vérification de la nouvelle répartition des sondes à l'intérieur des caissons d'air usés de la colonne de séchage.

Toutefois, les documents établis par la société MEP mandatée par l'exploitant pour mettre à niveau son séchoir et réaliser la maintenance préventive avant la campagne de collecte d'automne font état de la mise en place de 10 sondes complémentaires et d'un coffret de suivi de la température du séchoir.

La visite in-situ a permis de constater la mise en place d'un tableau permettant de visualiser les

<p>températures des produits en cours de séchage, de consignes de températures associées aux alarmes déterminées par l'exploitant, en fonction du produit à sécher.</p> <p>Le défaut de fonctionnement, comme l'enregistrement du franchissement du second seuil d'alerte d'une sonde entraîne la mise à l'arrêt du brûleur.</p> <p>Les dysfonctionnements sont signalés par une alarme visuelle au niveau de la commande de l'installation, et le déclenchement d'une alarme sonore audible sur le site.</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°20 de la visite d'inspection du 14 mars 2025 est soldée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Nettoyage des silos_PdC24_VI_14/03/2025

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2007, article 3.14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de nettoyage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...] La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50 g/m². Des dispositifs permettant le contrôle de l'empoussièrement sont mis en place. Des témoins sur le sol (croix peintes, ...) pourront servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p> <p>Les zones du silo dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones doit être justifié par l'exploitant.</p> <p>Concernant le silo A, des mesures sont prises afin de limiter l'empoussièrement des cellules condamnées.</p> <p>Ces cellules doivent être séparées physiquement des cellules en exploitation ou être nettoyées régulièrement afin d'éviter l'aggravation d'un accident par la mise en suspension des poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 14 mars 2025 :</p> <p>La visite in-situ des silos A et B a permis de constater une présence excessive de poussières dans la quasi totalité des volumes visités.</p> <p>Selon l'enregistrement des opérations de nettoyage réalisées au sein des installations de stockage de céréales, la dernière opération de nettoyage des silos A et B a été réalisée les 21, 24 et 27 mai</p>

2024.

Ainsi, l'exploitant ne respecte pas les consignes du groupe coopératif AXEREA qui fixe à une fréquence a minima trimestrielle la réalisation du nettoyage de l'ensemble des volumes qui composent ces silos.

Les mesures adoptées afin de limiter l'empoussièrement des cellules condamnées du silo A ne sont pas satisfaisantes et ces cellules ne sont pas nettoyées régulièrement afin d'éviter l'aggravation d'un accident par la mise en suspension des poussières.

D'autre part, les rondes hebdomadaires prévues dans les consignes internes, sensées déceler toute anomalie, ne déclenchent pas le nettoyage des volumes empoussiérés.

Dans sa réponse du 6 juillet 2025, l'exploitant a déclaré : « un rappel a été fait aux équipes du silo de la consigne CE101 « nettoyage des silos ». Le nettoyage complet a été réalisé comme l'attestent les photographies jointes. Le personnel a notifié ce nettoyage dans un carnet de suivi. Lors des visites de sécurité du mois de mai, le registre a été vérifié et sera vérifié sur les prochaines visites. »

Constat du 8 octobre 2025 :

Les opérations de nettoyage sont désormais enregistrées sur un registre dédié à cet effet. Les dernières opérations de nettoyage concernant le silo A ont été réalisées les 15 et 17 septembre 2025.

La consultation du carnet de suivi n'appelle pas d'observation.

La visite in-situ des silos A et B a permis de constater l'absence de poussières dans les volumes visités des silos maintenus en exploitation.

La non-conformité associée au point de contrôle n°24 de la visite d'inspection du 14 mars 2025 est soldée, et l'exploitant a satisfait partiellement à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 avril 2025.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure